



## Formation professionnelle et employabilité des jeunes au Mali : une analyse empirique dans la région de Ségou

Fatoumata Diarra<sup>1</sup>, Ousmane Mariko<sup>2</sup>, Souaïbou Samba Lamine Traoré<sup>3</sup>, Boubacar Soungalo Dembélé<sup>4</sup>

<sup>1,2,3</sup> Enseignants chercheurs, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Centre Universitaire de Recherches Economiques et Sociales (CURES)/ Mali

<sup>4</sup> Enseignant chercheur, Ecole Supérieure de Gestion d'Informatique et de Comptabilité (ESGIC)

**Résumé:** L'insertion professionnelle des jeunes constitue un enjeu majeur au Mali, notamment dans la région de Ségou. Cette étude analyse l'effet de la formation professionnelle sur l'accès des jeunes à l'emploi. Elle s'appuie sur une enquête menée auprès de 363 jeunes entre le 10 janvier et le 18 avril 2025 et utilise un modèle probit. Les résultats montrent que l'apprentissage, la formation qualifiante, l'expérience professionnelle, l'accès au financement et l'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail favorisent significativement l'accès à l'emploi. L'originalité de l'étude réside dans l'identification des principaux facteurs associés à l'insertion professionnelle des jeunes formés dans la région de Ségou.

**Mots clés:** Formation professionnelle; Insertion professionnelle; Emploi des jeunes; Modèle probit; Ségou

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.23433869>

### 1 Introduction

La formation professionnelle constitue un instrument majeur de développement du capital humain et d'amélioration de l'employabilité des individus. Elle vise à doter les apprenants de connaissances, de compétences techniques et de savoir-faire leur permettant de répondre aux exigences du marché du travail et de s'adapter aux transformations des systèmes productifs. Dans les pays en développement, où les économies sont caractérisées par une forte présence du secteur informel, une insuffisance des emplois salariés et une importante population jeune, la formation professionnelle apparaît ainsi comme un levier essentiel de facilitation de la transition des jeunes vers la vie active. Au-delà de l'acquisition d'une qualification, son efficacité dépend toutefois de la capacité des dispositifs de formation à fournir des compétences pertinentes, reconnues et effectivement valorisées sur le marché du travail.

Au Mali, la question de l'employabilité des jeunes constitue un enjeu majeur des politiques publiques en raison de la croissance démographique, de la forte proportion de jeunes dans la population active et des difficultés d'accès

à des emplois décents et durables. Le décalage entre les compétences disponibles et les besoins des entreprises et des unités de production constitue notamment l'un des défis auxquels est confronté le système de formation. Dans ce contexte, l'enjeu n'est plus seulement d'accroître le nombre de jeunes bénéficiant d'une formation, mais également de s'interroger sur la capacité des formations dispensées à améliorer concrètement leurs chances d'accès à l'emploi, leur adaptation aux exigences professionnelles et leur capacité à valoriser leurs compétences dans des activités génératrices de revenus.

La région de Ségou constitue un terrain d'analyse particulièrement pertinent pour appréhender cette problématique. Selon les résultats du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5, 2024), publiés par l'Institut national de la statistique (INSTAT, 2024), la région compte 2 455 263 habitants et figure parmi les principales régions du Mali par son poids démographique. Son économie repose principalement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce, les services et les activités de transformation agroalimentaire. La présence de pôles économiques importants, notamment autour de l'Office du Niger, de l'Office Riz Ségou et des activités de transformation, offre des opportunités potentielles d'insertion professionnelle pour les jeunes. Toutefois, l'existence de ces potentialités économiques ne garantit pas automatiquement une insertion professionnelle correspondant aux qualifications et aux compétences acquises.

Les données disponibles illustrent l'ampleur des difficultés d'insertion auxquelles sont confrontés les jeunes. Selon le RGPH5 (2024), le taux d'emploi des jeunes âgés de 15 à 34 ans dans la région de Ségou s'établit à 63,3 %, avec un écart marqué entre les hommes (78,3 %) et les femmes (49,8 %). Ces disparités soulèvent la question des facteurs susceptibles d'expliquer les différences d'accès à l'emploi, notamment le niveau de formation, la nature des qualifications obtenues, l'expérience professionnelle et l'adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail. Les résultats de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF, 2017) montrent également des écarts importants selon le type de formation suivi. Le taux d'insertion atteignait 80,16 % pour les bénéficiaires de l'apprentissage, 65,03 % pour ceux de la formation qualifiante et seulement 17,23 % pour les bénéficiaires de la formation diplômante. Ces différences suggèrent que le type et les caractéristiques de la formation pourraient jouer un rôle déterminant dans l'employabilité des jeunes.

La problématique de l'employabilité ne se limite cependant pas à la possession d'un diplôme ou d'une qualification. Elle renvoie également à la capacité d'un individu à mobiliser et à actualiser ses compétences afin d'accéder à un emploi, de s'y maintenir et de progresser professionnellement. Dans cette perspective, l'adéquation entre les contenus de formation et les besoins du marché du travail, l'acquisition de compétences pratiques, l'expérience professionnelle, les stages ainsi que l'accompagnement vers l'emploi peuvent constituer des déterminants importants de l'employabilité. L'analyse de ces facteurs apparaît d'autant plus nécessaire dans un contexte comme celui de Ségou, où l'économie informelle occupe une place importante et où les trajectoires professionnelles des jeunes peuvent combiner emploi salarié, auto-emploi, apprentissage et activités entrepreneuriales.

Face à ces enjeux, les pouvoirs publics maliens ont progressivement renforcé les politiques de formation professionnelle et d'emploi. La nouvelle Politique nationale de formation professionnelle et son plan d'action 2026-2030 accordent une place importante au développement des compétences, à l'inclusion, à la productivité et à la compétitivité des secteurs productifs. Cette orientation traduit une évolution de la conception de la formation professionnelle : il ne s'agit plus uniquement de former, mais de veiller à ce que les compétences acquises puissent effectivement être valorisées dans l'activité économique. L'évaluation de la relation entre formation professionnelle et employabilité devient dès lors essentielle pour apprécier l'efficacité des dispositifs existants et orienter les politiques publiques.

Sur le plan théorique, la relation entre formation et employabilité peut être principalement éclairée par la théorie du capital humain développée par Becker (1964), selon laquelle l'éducation et la formation constituent des investissements susceptibles d'accroître les compétences, la productivité et, par conséquent, les possibilités d'accès à l'emploi et les revenus des individus. Dans le prolongement de cette approche, Mincer (1974) met en évidence le rôle de l'éducation et de l'expérience professionnelle dans la détermination des trajectoires professionnelles et des revenus. Toutefois, l'analyse de l'employabilité ne saurait se limiter au niveau de qualification formel. L'approche par les tâches développée notamment par Autor (2013) souligne l'importance des compétences effectivement mobilisées dans l'exercice des activités professionnelles et de leur adéquation avec l'évolution des emplois. Par ailleurs, l'approche par les capacités de Sen (1999) permet de considérer la formation

comme un moyen d'élargir les possibilités réelles dont disposent les individus pour accéder à l'emploi et participer à la vie économique.

Ces différentes approches conduisent à considérer l'employabilité comme le résultat de l'interaction entre les caractéristiques individuelles du jeune, les compétences acquises, les caractéristiques de la formation et les opportunités offertes par le marché du travail. Dès lors, l'existence d'une formation professionnelle ne constitue pas, à elle seule, une garantie d'insertion. Son impact dépendrait notamment de la qualité de la formation, de sa durée, de son caractère pratique, de la certification obtenue, de l'expérience professionnelle acquise et de l'adéquation des compétences aux besoins des secteurs économiques.

Dans ce contexte, la présente recherche cherche à répondre à la question principale suivante : dans quelle mesure la formation professionnelle contribue-t-elle à améliorer l'employabilité des jeunes dans la région de Ségou au Mali ? Plus spécifiquement, il s'agit de déterminer si le fait d'avoir bénéficié d'une formation professionnelle augmente les chances des jeunes d'accéder à un emploi et d'identifier les caractéristiques de la formation et les facteurs individuels susceptibles d'influencer cette relation.

L'objectif principal de cette étude est d'analyser l'effet de la formation professionnelle sur l'employabilité des jeunes dans la région de Ségou au Mali. De manière spécifique, l'étude vise à examiner l'influence de la participation à une formation professionnelle sur l'accès à l'emploi, à apprécier le rôle des caractéristiques de la formation dans l'insertion professionnelle et à identifier les principaux facteurs individuels et professionnels associés à l'employabilité des jeunes.

L'hypothèse générale de la recherche est formulée comme suit: la formation professionnelle améliore significativement l'employabilité des jeunes dans la région de Ségou, notamment lorsque les compétences acquises sont adaptées aux besoins du marché du travail. Cette hypothèse suppose que les jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle pertinente et orientée vers les besoins des secteurs productifs disposent d'une probabilité plus élevée d'accéder à un emploi que ceux qui n'en ont pas bénéficié, toutes choses égales par ailleurs.

Cette recherche présente un triple intérêt. Sur le plan scientifique, elle contribue à enrichir la littérature sur la relation entre formation professionnelle et employabilité des jeunes dans un contexte régional malien caractérisé par la prédominance de l'économie informelle. Sur le plan socioéconomique, elle permet d'identifier les facteurs susceptibles de favoriser l'accès des jeunes à l'emploi et de mieux comprendre les difficultés rencontrées lors de leur transition vers la vie active. Sur le plan institutionnel, les résultats peuvent contribuer à l'amélioration des dispositifs de formation professionnelle et à l'orientation des politiques publiques en matière de développement des compétences et d'insertion des jeunes.

Pour répondre à la question de recherche et vérifier l'hypothèse formulée, l'article est structuré en quatre parties. La première présente la revue de littérature et les fondements théoriques et empiriques de la relation entre formation professionnelle et employabilité. La deuxième expose la méthodologie de recherche, notamment le cadre d'étude, les données, les variables retenues et la méthode économétrique utilisée. La troisième présente les principaux résultats de l'analyse empirique. Enfin, la quatrième partie discute les résultats obtenus au regard de la littérature existante et met en évidence leurs implications pour les politiques de formation professionnelle et d'emploi des jeunes au Mali.

## **2 Revue de littérature**

La relation entre formation professionnelle et employabilité des jeunes constitue un champ important de la littérature économique et sociale. La formation professionnelle est généralement considérée comme un moyen d'accumulation du capital humain permettant aux individus d'acquérir des connaissances, des qualifications et des compétences susceptibles d'améliorer leur productivité et leurs perspectives d'insertion sur le marché du travail. Toutefois, la possession d'une qualification ne garantit pas automatiquement l'accès à un emploi. L'employabilité dépend également de la qualité et de la pertinence des compétences acquises, de l'expérience professionnelle, des caractéristiques individuelles, de la reconnaissance des qualifications ainsi que des conditions du marché du travail. Dans les économies caractérisées par une forte présence du secteur informel et une faiblesse relative de l'emploi salarié formel, cette relation devient particulièrement importante. Les jeunes peuvent être amenés à mobiliser des compétences diversifiées pour accéder à un emploi, exercer une activité indépendante ou effectuer une transition progressive vers le marché du travail. Dès lors, l'analyse de l'employabilité ne doit pas seulement porter sur le niveau de formation atteint, mais également sur la capacité des jeunes à valoriser effectivement les compétences acquises dans leur environnement économique.

La présente revue de littérature est organisée en deux parties. La première expose les principaux fondements théoriques permettant d'expliquer la relation entre formation professionnelle et employabilité. La seconde présente les résultats des travaux empiriques consacrés à cette relation, avec une attention particulière portée aux pays africains et au contexte malien, notamment celui de la région de Ségou.

## **2.1 Fondements théoriques de la relation entre formation professionnelle et employabilité**

La théorie du capital humain constitue le principal cadre théorique permettant d'analyser la relation entre formation et employabilité. Les travaux de Schultz (1961) et Becker (1964) considèrent les connaissances, les qualifications, les compétences et l'expérience comme des formes de capital susceptibles d'être accumulées par les individus. L'éducation et la formation représentent ainsi des investissements qui engendrent des coûts à court terme, mais qui peuvent générer des rendements futurs sous la forme d'une amélioration de la productivité, des revenus et des possibilités d'emploi.

Appliquée à la formation professionnelle, cette approche conduit à considérer que l'acquisition de compétences techniques et pratiques augmente la capacité des jeunes à répondre aux exigences des postes de travail. La formation peut ainsi accroître leur productivité potentielle et améliorer leur position sur le marché du travail. Dans cette perspective, l'employabilité constitue l'un des principaux rendements attendus de l'investissement dans la formation professionnelle.

Les travaux de Mincer (1974) prolongent cette analyse en mettant en évidence le rôle conjoint de la formation et de l'expérience professionnelle dans les trajectoires professionnelles et les revenus. L'acquisition d'une qualification constitue une étape importante de l'accumulation du capital humain, tandis que l'expérience acquise à travers l'emploi, le stage, l'apprentissage ou la formation en entreprise contribue à renforcer progressivement les compétences. Cette perspective permet de comprendre pourquoi les dispositifs combinant formation théorique et expérience pratique peuvent être particulièrement favorables à l'employabilité des jeunes.

Toutefois, la relation entre formation et employabilité ne repose pas uniquement sur l'accumulation de compétences. La théorie du signal développée par Spence (1973) considère les diplômes et les certifications comme des signaux permettant aux employeurs d'apprécier, dans un contexte d'information imparfaite, les caractéristiques productives des candidats. Une certification professionnelle reconnue peut ainsi réduire l'incertitude au moment du recrutement et faciliter l'accès à l'emploi. Cependant, la valeur du signal dépend notamment de la crédibilité de la certification et de sa correspondance avec les compétences effectivement recherchées par les employeurs.

La théorie de la recherche d'emploi, notamment développée à partir des travaux de Stigler (1960), apporte un autre éclairage à l'analyse de l'employabilité. Elle souligne que l'accès à l'emploi dépend également de l'information disponible pour les demandeurs et des coûts associés à la recherche d'un emploi. Un jeune disposant de compétences pertinentes peut ainsi rester sans emploi s'il dispose d'un accès limité à l'information sur les opportunités professionnelles ou s'il ne bénéficie pas de mécanismes facilitant la rencontre avec les employeurs. Les services d'orientation, les stages, les agences d'emploi, les réseaux professionnels et les dispositifs d'intermédiation peuvent alors contribuer à améliorer la transition entre formation et emploi.

L'approche par les tâches développée notamment par Autor (2013) invite par ailleurs à dépasser une conception de l'employabilité fondée exclusivement sur les diplômes. Elle met l'accent sur les tâches effectivement réalisées dans les emplois et sur les compétences nécessaires pour les accomplir. Dans un contexte de transformation des activités productives et technologiques, les compétences techniques, cognitives, manuelles et comportementales peuvent avoir une valeur différente selon les secteurs. Cette approche est particulièrement pertinente dans la région de Ségou, où les opportunités professionnelles sont liées à des secteurs diversifiés tels que l'agriculture, l'agro-industrie, l'artisanat, l'élevage, le commerce et les services.

L'employabilité dépendrait donc de la capacité des formations à développer des compétences effectivement utilisables dans les activités économiques locales. La question de l'adéquation entre les contenus des formations et les exigences des emplois devient ainsi centrale. Une formation peut être formellement qualifiante tout en produisant des résultats limités en matière d'employabilité si les compétences enseignées correspondent peu aux besoins des employeurs ou aux opportunités économiques disponibles.

L'approche par les capacités de Sen (1999) complète ces différentes perspectives en considérant le développement comme un processus d'élargissement des possibilités réelles dont disposent les individus. Dans cette perspective, la formation professionnelle ne doit pas être appréciée uniquement à travers l'obtention d'un diplôme ou l'accès

immédiat à un emploi. Elle contribue également à renforcer les capacités des jeunes à choisir une activité professionnelle, à s'adapter aux transformations du marché du travail et à valoriser leurs compétences dans différents environnements économiques.

Ainsi, les différentes approches théoriques convergent vers l'idée que la formation professionnelle peut améliorer l'employabilité des jeunes par plusieurs mécanismes : l'accumulation de compétences, l'amélioration de la productivité, la certification des qualifications, l'acquisition d'expérience, la réduction de l'incertitude lors du recrutement et l'amélioration de la capacité d'adaptation. Toutefois, ces effets dépendent également des caractéristiques individuelles et du contexte dans lequel les compétences sont valorisées.

## **2.2 Travaux empiriques sur la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes**

Les études empiriques montrent généralement que les programmes de formation et d'insertion peuvent améliorer les perspectives professionnelles des jeunes, mais que l'ampleur des effets varie selon les contextes, les publics ciblés et les caractéristiques des dispositifs.

À partir d'une méta-analyse portant sur 113 évaluations de 107 programmes dans 31 pays, Kluve et al. (2017) montrent que les interventions en faveur de l'emploi des jeunes, notamment la formation, l'entrepreneuriat, les services d'emploi et les subventions, peuvent produire des effets positifs sur les résultats professionnels. Les auteurs soulignent toutefois que l'efficacité des programmes dépend fortement de leur conception et de leur mise en œuvre. Les dispositifs combinant plusieurs instruments apparaissent notamment plus susceptibles de produire des effets favorables que les interventions reposant sur un seul mécanisme.

Une revue systématique récente de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de la Banque mondiale (2026), fondée sur 228 études d'impact portant sur 220 interventions dans 62 pays, confirme que les politiques actives du marché du travail peuvent améliorer les résultats des jeunes en matière d'emploi et de revenus. Les effets apparaissent notamment importants dans les pays à revenu faible et intermédiaire et pour certains groupes particulièrement exposés à l'exclusion du marché du travail. Ces résultats renforcent l'intérêt de la formation professionnelle comme instrument d'amélioration de l'employabilité, tout en soulignant l'importance de son articulation avec les services d'emploi et les besoins du marché du travail.

Dans les pays africains, les travaux empiriques mettent en évidence le rôle important de l'apprentissage et de la formation professionnelle dans l'acquisition de compétences techniques et pratiques. Cependant, plusieurs contraintes limitent leur contribution à l'employabilité, notamment la faiblesse des équipements, la qualité variable des formations, l'insuffisance des relations entre les centres de formation et les entreprises ainsi que la prédominance du secteur informel. Les travaux de la Banque mondiale consacrés à l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne montrent notamment que l'apprentissage informel constitue une voie importante d'acquisition de compétences, mais que la qualité des apprentissages et leur capacité à déboucher sur des opportunités professionnelles productives demeurent variables.

Les recherches consacrées aux déterminants de l'insertion professionnelle montrent également que les caractéristiques individuelles jouent un rôle important. Au Sénégal, Gadio (2002) souligne l'importance de la polyvalence et de la capacité d'adaptation dans l'accès à l'emploi des diplômés. Camara et Gueye (2013), à partir d'une analyse économétrique, montrent que l'âge, le niveau de diplôme, la formation professionnelle, l'alphabétisation et certaines caractéristiques individuelles influencent les probabilités d'insertion. Ces résultats montrent que l'effet de la formation doit être analysé en tenant compte des caractéristiques individuelles des jeunes. Au Cameroun, Njifenn (2015) met en évidence l'influence du sexe, du niveau d'instruction et du milieu de résidence sur les disparités de chômage des jeunes. Njikam et al. (2005) soulignent également l'importance de l'expérience professionnelle dans l'accès à l'emploi. Ces travaux montrent que l'employabilité résulte d'une combinaison de facteurs liés au capital humain, aux caractéristiques individuelles et à l'expérience professionnelle. D'autres recherches mettent davantage l'accent sur l'adéquation entre les compétences acquises et les besoins du marché du travail. Mwana (2022) relève que les insuffisances des méthodes pédagogiques et le faible développement des compétences pratiques peuvent limiter l'employabilité des diplômés. Hasshas et Tamiri (2022) montrent également que l'employabilité résulte de l'interaction entre la qualité de la formation, les caractéristiques du marché du travail et les compétences personnelles et comportementales. Au Burkina Faso, Traoré (2023) souligne notamment la nécessité d'adapter les curricula aux besoins des entreprises et de renforcer les compétences professionnelles et entrepreneuriales.

Au Mali, les résultats disponibles confirment l'importance de ces différents facteurs. Boly (2012) met en évidence l'influence du sexe et du lieu de résidence sur les situations de chômage et montre que l'élévation du niveau d'instruction ne garantit pas nécessairement une meilleure insertion lorsque les possibilités d'emploi correspondant aux qualifications sont insuffisantes. Dolo et al. (2022) soulignent, quant à eux, le poids du secteur informel dans l'emploi des jeunes ainsi que les différences de trajectoires professionnelles selon le sexe et le milieu de résidence. Dans une perspective macroéconomique, Sissoko et al. (2022) montrent que la croissance économique ne suffit pas, à elle seule, à réduire significativement le chômage au Mali. Ils mettent notamment en évidence l'importance de la qualité des formations et de leur adéquation aux besoins des entreprises. Ce résultat est particulièrement pertinent dans le contexte de Ségou, où les activités agricoles, artisanales, commerciales et agro-industrielles constituent des sources importantes d'opportunités économiques, mais où les jeunes doivent disposer de compétences adaptées pour pouvoir les saisir.

Les travaux de Kassogué et al. (2024) mettent également en évidence plusieurs facteurs associés au chômage des diplômés de l'enseignement technique et professionnel au Mali. Parmi ces facteurs figurent notamment l'origine sociale, le capital relationnel, l'inadéquation entre les formations et les besoins du marché du travail ainsi que la faiblesse des relations entre les établissements de formation et les structures d'emploi. Ces résultats montrent que la qualification formelle ne constitue qu'une dimension de l'employabilité et que les conditions dans lesquelles les compétences sont valorisées jouent également un rôle important.

Les travaux récents de Traoré et al. (2025) montrent, dans le contexte malien, que la filière de formation, les stages, l'origine sociale et le lieu de résidence peuvent influencer les trajectoires professionnelles. Les stages réalisés dans le domaine de spécialisation apparaissent notamment comme un facteur susceptible de faciliter l'accès à un emploi correspondant à la formation reçue. Ces résultats confortent l'idée selon laquelle l'expérience pratique constitue une dimension importante de l'employabilité des jeunes.

Les travaux de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF, 2017) réalisés dans la région de Ségou apportent un éclairage particulièrement important. Ils révèlent des différences significatives dans les taux d'insertion selon le type de formation: 80,16 % pour l'apprentissage, 65,03 % pour la formation qualifiante et 17,23 % pour la formation diplômante. Ces résultats suggèrent que les caractéristiques de la formation, notamment son caractère pratique et son articulation avec les activités professionnelles, peuvent exercer une influence importante sur les perspectives d'insertion des jeunes.

Pris dans leur ensemble, ces travaux permettent de dégager plusieurs enseignements. Premièrement, la formation professionnelle peut améliorer l'employabilité des jeunes, mais son effet n'est ni automatique ni uniforme. Deuxièmement, la qualité et la pertinence des compétences acquises constituent des dimensions essentielles de l'employabilité. Troisièmement, l'expérience professionnelle, les stages, la certification et l'adéquation de la formation avec les besoins du marché du travail peuvent renforcer les effets de la formation. Enfin, les caractéristiques individuelles telles que le sexe, l'âge, le niveau d'instruction et le milieu de résidence doivent être prises en compte dans l'analyse des différences d'employabilité.

### **2.3 Lacune de la littérature et positionnement de l'étude**

Malgré l'abondance des travaux consacrés à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes, plusieurs limites subsistent. Une partie importante de la littérature analyse les politiques d'emploi des jeunes à un niveau national ou à partir d'évaluations générales de programmes. Les études portant spécifiquement sur l'employabilité des jeunes mettent en évidence l'importance de la formation, de l'expérience, du sexe, du milieu de résidence et de l'adéquation des compétences avec les besoins du marché du travail. Toutefois, la région de Ségou présente des caractéristiques économiques et démographiques spécifiques qui justifient une analyse empirique contextualisée. En particulier, la diversité des secteurs productifs et la coexistence d'activités agricoles, artisanales, commerciales, de services et agro-industrielles rendent nécessaire l'analyse de la correspondance entre les caractéristiques de la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes dans les régions maliennes restent relativement limitées.

Dans le cas du Mali, les travaux existants mettent en évidence l'importance de la formation, de l'expérience, du sexe, du milieu de résidence et de l'adéquation des compétences avec le marché du travail. Toutefois, la région de Ségou présente des caractéristiques économiques et démographiques spécifiques qui justifient une analyse empirique contextualisée. En particulier, la diversité des secteurs productifs et la coexistence d'activités agricoles, artisanales, commerciales, de services et agro-industrielles rendent nécessaire l'analyse de la correspondance entre les compétences acquises par les jeunes et les opportunités professionnelles disponibles localement.

La présente étude s'inscrit dans cette perspective. Elle cherche à apporter une contribution empirique à la littérature en analysant la relation entre formation professionnelle et employabilité des jeunes dans la région de Ségou. Contrairement à une approche limitée à la description des taux d'insertion, l'étude vise à identifier, à partir d'une analyse économétrique, l'effet de la formation professionnelle sur la probabilité d'accès à l'emploi, tout en contrôlant l'influence des caractéristiques individuelles et professionnelles des jeunes.

Cette démarche permet ainsi de répondre à une question centrale: la formation professionnelle améliore-t-elle effectivement les chances d'accès à l'emploi des jeunes à Ségou, et quels sont les facteurs qui renforcent ou limitent cet effet ?.

### **3 Méthodologie de la recherche**

#### **3.1 Présentation du champ de l'étude**

La présente étude est menée dans la région de Ségou, au Mali. Le choix de cette région se justifie par son importance démographique et économique ainsi que par la diversité des activités qui y sont développées. Selon les données du cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5, 2024), la région de Ségou compte 2 455 263 habitants. Son économie repose principalement sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce, les services et les activités de transformation agroalimentaire. La présence de pôles économiques importants, notamment autour de l'Office du Niger, de l'Office Riz Ségou et des activités de transformation, offre des opportunités d'insertion professionnelle pour les jeunes.

Toutefois, l'existence de ces potentialités économiques ne garantit pas automatiquement l'accès des jeunes à un emploi. Les données disponibles montrent d'ailleurs des disparités importantes selon le sexe et les caractéristiques de la formation reçue. Dans la région de Ségou, le taux d'emploi des jeunes de 15 à 34 ans est de 63,3 %, avec un écart entre les hommes (78,3 %) et les femmes (49,8 %). Ces différences justifient l'analyse des facteurs susceptibles d'expliquer l'accès des jeunes à l'emploi, notamment la formation professionnelle, l'expérience, le niveau d'éducation, le sexe, l'âge et les conditions d'accès aux ressources.

La région de Ségou constitue ainsi un terrain pertinent pour analyser la relation entre formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes, particulièrement dans un contexte où les trajectoires professionnelles peuvent associer emploi salarié, auto-emploi, apprentissage et activités entrepreneuriales.

#### **3.2 Population, échantillonnage et collecte des données**

##### **3.2.1 Population de l'étude**

La population cible de l'étude est constituée principalement des jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle dans la région de Ségou. Elle comprend les jeunes ayant achevé une formation professionnelle, les bénéficiaires de dispositifs d'apprentissage, les bénéficiaires de formations qualifiantes, les jeunes actuellement en emploi après leur formation, ceux ayant créé leur propre activité ainsi que les jeunes formés mais toujours à la recherche d'un emploi.

##### **3.2.2 Échantillonnage**

L'étude porte sur un échantillon de 363 jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle. L'échantillon comprend 336 jeunes en emploi, soit 92,56 %, et 27 jeunes sans emploi, soit 7,44 %.

Les individus enquêtés présentent des caractéristiques diversifiées en termes de type de formation, d'âge, de sexe, de niveau d'éducation, de zone de résidence, d'accès au financement et d'adéquation de la formation aux besoins du marché du travail. Cette diversité permet d'identifier les facteurs susceptibles d'influencer la probabilité d'insertion professionnelle.

##### **3.2.3 Collecte des données**

La collecte des données a été réalisée du 10 janvier 2025 au 18 avril 2025 auprès des jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle dans la région de Ségou. Les informations recueillies portent notamment sur la situation professionnelle des jeunes, leur parcours de formation, leur expérience professionnelle, leurs caractéristiques sociodémographiques, leur niveau d'éducation, leur lieu de résidence, leur accès au financement et la perception de l'adéquation entre la formation reçue et les besoins du marché du travail.

Les données collectées ont ensuite été saisies, contrôlées et organisées avant leur traitement statistique et économétrique.

### 3.3 Définition des variables de l'étude

La variable dépendante de l'étude est l'insertion professionnelle ou l'accès à l'emploi. Elle est de nature binaire et prend la valeur 1 lorsque le jeune est en emploi après sa formation et 0 lorsqu'il est sans emploi.

**Tableau 1.** Présentation des variables retenues dans l'étude

| Variable                                      | Définition/opérationnalisation                                                                                       |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Insertion professionnelle (EMPLOI)</b>     | 1 = jeune en emploi ; 0 = jeune sans emploi                                                                          |
| <b>Type de formation</b>                      | 1 = formation diplômante ; 2 = formation qualifiante ; 3 = apprentissage                                             |
| <b>Stage/expérience</b>                       | 1 = oui ; 0 = non                                                                                                    |
| <b>Âge</b>                                    | 1 = 15-24 ans ; 2 = 25-34 ans ; 3 = 35 ans et plus                                                                   |
| <b>Sexe</b>                                   | 1 = homme ; 0 = femme                                                                                                |
| <b>Niveau d'éducation</b>                     | 1 = aucun ; 2 = 1er cycle fondamental ; 3 = 2e cycle fondamental ; 4 = CAP ; 5 = BT ; 6 = secondaire ; 7 = supérieur |
| <b>Zone de résidence</b>                      | 1 = urbaine ; 0 = rurale                                                                                             |
| <b>Accès au financement</b>                   | 1 = accès à un financement ; 0 = non                                                                                 |
| <b>Adéquation formation-marché du travail</b> | 1 = formation adaptée ; 0 = formation non adaptée                                                                    |

Source : Auteurs

Ces variables correspondent aux informations définies dans la base d'étude.

### 3.4 Spécification du modèle économétrique

Compte tenu de la nature binaire de la variable dépendante, l'étude mobilise un modèle de choix binaire. Deux modèles peuvent être envisagés dans ce cadre : le modèle Logit et le modèle Probit.

Le modèle Probit est retenu pour estimer la probabilité qu'un jeune soit inséré professionnellement. Il peut être spécifié comme suit :

$$P(EMPLOI_i = 1/X_i) = \Phi(\beta_0 + \beta_1 FORM_i + \beta_2 EXP_i + \beta_3 AGE_i + \beta_4 SEXE + \beta_5 EDUC_i + \beta_6 ZONE_i + \beta_7 FIN_i + \beta_8 ADAPT_i)$$

Où FORM représente le type de formation professionnelle reçue, EXP l'existence d'un stage ou d'une expérience professionnelle, AGE l'âge, SEX le sexe, EDUC le niveau d'éducation, ZONE la zone de résidence, FIN l'accès au financement et ADAPT l'adéquation de la formation aux besoins du marché du travail.

Les paramètres  $\beta_1 \dots \beta_8$  mesurent l'effet des différentes caractéristiques individuelles, institutionnelles et professionnelles sur la probabilité d'insertion professionnelle.

Où  $\Phi(\cdot)$  désigne la **fonction de répartition de la loi normale centrée réduite**.

La fonction de répartition normale utilisée dans le modèle Probit peut s'écrire :

$$\phi(z) = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} \int_{-\infty}^z e^{-\frac{t^2}{2}} dt$$

#### Équation de la variable latente

Le modèle Probit repose sur une variable latente  $EMPLOI_i^*$ , non directement observable, qui traduit la propension du jeune  $i$  à accéder à l'emploi :

$$P(EMPLOI_i = 1/X_i) = \Phi(\beta_0 + \beta_1 FORM_i + \beta_2 EXP_i + \beta_3 AGE_i + \beta_4 SEXE + \beta_5 EDUC_i + \beta_6 ZONE_i + \beta_7 FIN_i + \beta_8 ADAPT_i + \varepsilon_i)$$

$$\varepsilon_i \sim N(0,1)$$

Dans le modèle Probit, le terme d'erreur  $\varepsilon_i$  suit donc une loi normale centrée réduite.

#### Passage de la variable latente à la variable observée

La variable dépendante observée **EMPLOI** est binaire. Elle prend la valeur 1 lorsque le jeune est en situation d'emploi et 0 lorsqu'il ne l'est pas :

$$EMPLOI_i = \begin{cases} 1 & \text{si } EMPLOI_i > 0 \\ 0 & \text{si } EMPLOI_i \leq 0 \end{cases}$$

Ainsi, le modèle permet d'estimer la probabilité que la propension latente à l'insertion professionnelle soit suffisamment élevée pour conduire effectivement à un emploi.

**Le choix du Probit plutôt que du Logit est également appuyé par les critères d'information.** Pour 363 observations et 16 paramètres, le modèle Probit présente un AIC de 83,6397 contre 84,26556 pour le Logit, ainsi qu'un BIC de 145,9502 contre 146,576. Les valeurs plus faibles du Probit indiquent une meilleure performance selon ces critères.

**Tableau 2.** Justification du choix du modèle à travers le critère d'information de Akaike

| Modèles estimés | Nombre d'observations | Log-vraisemblance | Nombre de paramètres | AIC      | BIC      |
|-----------------|-----------------------|-------------------|----------------------|----------|----------|
| Modèle Logit    | 363                   | -26,13278         | 16                   | 84,26556 | 146,576  |
| Modèle Probit   | 363                   | 25,819852         | 16                   | 83,6397  | 145,9502 |

Auteurs à partir de STATA

### 3.5 Justification du choix des variables

Le choix des variables explicatives repose sur leur pertinence théorique et leur capacité à rendre compte des différences d'accès à l'emploi entre les jeunes formés.

Le **type de formation professionnelle** constitue la principale variable explicative, car les différents dispositifs de formation ne procurent pas nécessairement les mêmes compétences ni les mêmes possibilités d'insertion. Les données disponibles montrent notamment des différences d'insertion selon le type de formation : l'apprentissage, la formation qualifiante et la formation diplômante peuvent produire des résultats différents sur le marché du travail.

La variable **stage/expérience professionnelle** est retenue parce que l'expérience pratique peut faciliter la transition entre la formation et l'emploi. Le stage permet notamment au jeune de développer des compétences pratiques et de mieux connaître les exigences du milieu professionnel.

L'**âge** est introduit afin de tenir compte de l'effet potentiel de l'expérience et de la maturité professionnelle sur l'accès à l'emploi. Le **sexe** permet de prendre en compte les éventuelles disparités d'insertion entre les hommes et les femmes, particulièrement importantes dans la région de Ségou.

Le **niveau d'éducation** permet de contrôler l'effet de la formation scolaire générale sur l'accès à l'emploi, tandis que la **zone de résidence** permet de tenir compte des différences potentielles d'opportunités entre les espaces urbains et ruraux.

L'**accès au financement** est retenu en raison de son importance potentielle dans la création d'activités génératrices de revenus et l'auto-emploi. Enfin, l'**adéquation de la formation aux besoins du marché du travail** permet de prendre en compte la correspondance entre les compétences acquises et les besoins des employeurs. Cette dimension est particulièrement importante dans une perspective d'employabilité, puisque l'insertion ne dépend pas uniquement de la possession d'un diplôme ou d'une qualification, mais également de la capacité à mobiliser des compétences adaptées aux besoins du marché du travail.

### 3.6 Méthodes d'analyse des données et logiciels utilisés

L'analyse des données s'effectue en deux étapes complémentaires.

Dans un premier temps, une **analyse descriptive** est réalisée afin de présenter les caractéristiques de l'échantillon. Elle repose notamment sur les effectifs et les pourcentages pour les variables qualitatives. Cette analyse permet de décrire la répartition des jeunes selon leur situation professionnelle, leur type de formation, leur âge, leur sexe, leur niveau d'éducation, leur zone de résidence, leur accès au financement et l'adéquation de leur formation.

Dans un second temps, une **analyse économétrique** est réalisée à l'aide d'un modèle Probit. L'objectif est d'identifier les facteurs qui influencent significativement la probabilité d'accès à l'emploi des jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle.

Le logiciel **Microsoft Excel** est utilisé pour la saisie, le nettoyage, le contrôle et la préparation des données ainsi que pour la production de certaines statistiques descriptives. Le logiciel **STATA** est utilisé pour les analyses statistiques et économétriques, notamment l'estimation du modèle Probit, les tests de significativité et les diagnostics du modèle.

### 3.7 Validation et diagnostics du modèle

La validation du modèle Probit repose sur plusieurs éléments. Premièrement, la **significativité globale du modèle** est appréciée à partir du test du rapport de vraisemblance (Likelihood Ratio Test). Il permet de vérifier si l'ensemble des variables explicatives contribue significativement à expliquer la probabilité d'insertion professionnelle.

Deuxièmement, la **significativité individuelle des coefficients** est évaluée à partir des tests de Wald ou des statistiques associées aux coefficients estimés. Un coefficient statistiquement significatif indique que la variable correspondante contribue à expliquer la probabilité d'accès à l'emploi, toutes choses égales par ailleurs.

Troisièmement, la qualité d'ajustement du modèle est appréciée à partir des **critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz/Bayésien (BIC)**. Dans cette étude, la comparaison des modèles Logit et Probit conduit à retenir le Probit, qui présente les valeurs les plus faibles de l'AIC et du BIC.

Enfin, des diagnostics complémentaires sont envisagés afin de vérifier la robustesse de l'estimation, notamment la recherche d'une éventuelle **multicolinéarité entre les variables explicatives** et l'examen de la qualité de classification du modèle. L'analyse des effets marginaux peut également être mobilisée afin de faciliter l'interprétation économique des résultats du Probit, les coefficients bruts du modèle ne représentant pas directement des variations en points de probabilité.

L'ensemble de ces procédures permet de s'assurer que le modèle retenu est statistiquement pertinent et qu'il fournit une base appropriée pour analyser les déterminants de l'insertion professionnelle des jeunes formés dans la région de Ségou.

#### 4 Résultats et discussion

Cette section présente les résultats et la discussion des résultats.

##### 4.1 Analyse et interprétation des résultats

###### 4.1.1 Analyse descriptive

Cette rubrique fait un zoom sur l'analyse descriptive des variables du modèle.

**Tableau 3.** Statistique descriptive

| Variables                                                                  | Modalités                     | Effectif (N) | Pourcentage (%) |
|----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------|-----------------|
| <b>Variable dépendante</b>                                                 |                               |              |                 |
| <b>Insertion professionnelle/<br/>Accès à l'emploi</b>                     | Jeune en emploi               | 336          | 92,56           |
|                                                                            | Jeune sans emploi             | 27           | 7,44            |
| <b>Variables indépendantes</b>                                             |                               |              |                 |
| <b>Type de formation<br/>professionnelle reçue</b>                         | Formation diplômante          | 69           | 19,01           |
|                                                                            | Formation qualifiante         | 191          | 52,62           |
|                                                                            | Apprentissage                 | 103          | 28,37           |
| <b>Stage/ Expérience</b>                                                   | Oui                           | 311          | 85,67           |
|                                                                            | Non                           | 52           | 14,33           |
| <b>Age</b>                                                                 | 15-24 ans                     | 132          | 36,36           |
|                                                                            | 25ans -34 ans                 | 183          | 50,41           |
|                                                                            | 35 ans et plus                | 48           | 13,22           |
| <b>Sexe</b>                                                                | Homme                         | 241          | 66,39           |
|                                                                            | Femme                         | 122          | 33,61           |
| <b>Niveau éducation</b>                                                    | Aucun                         | 15           | 4,13            |
|                                                                            | 1 <sup>er</sup> Cycle fond.1  | 25           | 6,89            |
|                                                                            | 2 <sup>ème</sup> Cycle fond.2 | 93           | 25,62           |
|                                                                            | CAP                           | 119          | 32,78           |
|                                                                            | BT                            | 54           | 14,88           |
|                                                                            | Secondaire                    | 21           | 5,79            |
|                                                                            | Supérieur                     | 36           | 9,92            |
|                                                                            |                               |              |                 |
| <b>Zone résidence</b>                                                      | Urbaine                       | 252          | 69,42           |
|                                                                            | Rurale                        | 111          | 30,58           |
| <b>Accès financement</b>                                                   | Accès à un financ.            | 305          | 84,02           |
|                                                                            | Non                           | 58           | 15,98           |
| <b>Adéquation de la formation<br/>aux besoins du marché du<br/>travail</b> | Formation adaptée             | 313          | 86,23           |
|                                                                            | Formation non adaptée         | 50           | 13,77           |

Source : Auteurs à partir de STATA

Le tableau 3 présente la répartition des 363 jeunes enquêtés selon leur situation d'insertion professionnelle et leurs principales caractéristiques sociodémographiques et professionnelles.

Les résultats montrent que 92,56 % des jeunes sont en emploi, contre 7,44 % sans emploi, traduisant un niveau d'insertion élevé dans l'échantillon. La formation qualifiante est la plus représentée (52,62 %), suivie de l'apprentissage (28,37 %) et de la formation diplômante (19,01 %). Par ailleurs, 85,67 % des jeunes disposent d'une expérience professionnelle ou d'un stage.

L'échantillon est principalement constitué de jeunes âgés de 25 à 34 ans (50,41 %), d'hommes (66,39 %) et de résidents urbains (69,42 %). Sur le plan éducatif, les titulaires du CAP et les jeunes ayant atteint le deuxième cycle fondamental sont les plus représentés. Enfin, 84,02 % déclarent avoir accès au financement et 86,23 % estiment que leur formation est adaptée aux besoins du marché du travail.

Dans l'ensemble, ces caractéristiques mettent en évidence un échantillon majoritairement inséré professionnellement, disposant d'une expérience, d'un accès au financement et d'une formation perçue comme adaptée au marché du travail. Ces facteurs seront pris en compte dans l'analyse économétrique des déterminants de l'insertion professionnelle.

#### 4.1.2 Résultats du modèle logistique multinomial non ordonnés

Cette rubrique présente les résultats du modèle probit.

**Tableau 4.** Résultats de la régression du modèle probit

| Variables                                                          | Coefficients Probit | Effets marginaux (dy/dx) |
|--------------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------------|
| <b>Type de formation</b>                                           |                     |                          |
| Formation diplômante (réf.)                                        |                     |                          |
| Formation qualifiante                                              | 2,162***            | 0,153***                 |
| Apprentissage                                                      | 2,644***            | 0,167***                 |
| <b>Stage/ Expérience</b>                                           |                     |                          |
| Non (réf.)                                                         |                     |                          |
| Oui                                                                | 2,296***            | 0,185***                 |
| <b>Age</b>                                                         |                     |                          |
| 15-24 ans (réf.)                                                   |                     |                          |
| 25ans -34 ans                                                      | -1,087**            | -0,036**                 |
| 35 ans et plus                                                     | -1,160**            | -0,040**                 |
| <b>Sexe</b>                                                        |                     |                          |
| Femme (réf.)                                                       |                     |                          |
| Homme                                                              | -1,032***           | -0,035***                |
| <b>Niveau d'éducation</b>                                          |                     |                          |
| Aucun (réf.)                                                       |                     |                          |
| 1er Cycle fond.1                                                   | -1,911**            | -0,115*                  |
| 2ème Cycle fond.2                                                  | 0,033               | 0,0009                   |
| CAP                                                                | -0,010              | -0,0003                  |
| BT                                                                 | -0,853              | -0,033*                  |
| Secondaire                                                         | 0,640               | 0,015                    |
| Supérieur                                                          | -0,367              | -0,011                   |
| <b>Zone de résidence</b>                                           |                     |                          |
| Rurale (réf.)                                                      |                     |                          |
| Urbaine                                                            | -0,642              | -0,024                   |
| <b>Accès au financement</b>                                        |                     |                          |
| Non (réf.)                                                         |                     |                          |
| Accès à un financ.                                                 | 1,956***            | 0,143***                 |
| <b>Adéquation de la formation aux besoins du marché du travail</b> |                     |                          |
| Formation non adaptée (réf.)                                       |                     |                          |
| Formation adaptée                                                  | 1,536***            | 0,097***                 |
| <b>Constante</b>                                                   | -1,352***           |                          |
| <b>Nombre observations: 363</b>                                    |                     |                          |
| <b>Log likelihood: -25,819852</b>                                  |                     |                          |
| <b>Pseudo R2: 0,7314</b>                                           |                     |                          |

Wald chi2(15): 126,65  
Prob > chi2: 0,0000

Note : \* p < 0,10 ; \*\* p < 0,05 ; \*\*\* p < 0,01

Source : Auteurs à partir de STATA

Les résultats de l'estimation du modèle Probit mettent en évidence plusieurs facteurs significativement associés à l'insertion professionnelle des jeunes. Le modèle est globalement significatif (Wald  $\chi^2$  (15) = 126,65 ; p < 0,01) et présente un pseudo-R<sup>2</sup> de 0,7314. L'analyse porte sur 363 observations.

Le **type de formation professionnelle** apparaît comme un déterminant important de l'accès à l'emploi. Comparativement aux jeunes ayant suivi une formation diplômante, ceux ayant reçu une **formation qualifiante** ont une probabilité d'être en emploi supérieure de **15,3 points de pourcentage**, tandis que ceux ayant bénéficié d'un **apprentissage** présentent une probabilité supérieure de **16,7 points de pourcentage**. Ces deux effets sont positifs et significatifs au seuil de 1 %.

L'**expérience professionnelle**, appréhendée à travers la réalisation d'un stage ou l'acquisition d'une expérience, constitue le facteur associé à l'effet marginal positif le plus élevé. Les jeunes ayant effectué un stage ou disposant d'une expérience professionnelle ont une probabilité d'insertion supérieure de **18,5 points de pourcentage** à celle des jeunes qui n'en disposent pas, toutes choses égales par ailleurs. Cet effet est significatif au seuil de 1 %.

À l'inverse, l'**âge** est négativement associé à l'insertion professionnelle. Par rapport aux jeunes âgés de 15 à 24 ans, ceux de 25 à 34 ans et ceux âgés de 35 ans ou plus enregistrent respectivement une diminution de **3,6 et 4 points de pourcentage** de leur probabilité d'accès à l'emploi. Ces effets sont significatifs au seuil de 5 %.

Le **sexe** présente également un effet statistiquement significatif : relativement aux femmes, les hommes ont une probabilité d'être en emploi inférieure de **3,5 points de pourcentage**. Cet effet est significatif au seuil de 1 %.

Les résultats relatifs au **niveau d'éducation** sont, quant à eux, moins homogènes. La plupart des modalités ne présentent pas d'effet statistiquement significatif par rapport à la catégorie de référence. Seul le niveau secondaire affiche un effet marginal négatif et significatif au seuil de 10 %, de l'ordre de **3,3 points de pourcentage**.

La **zone de résidence** n'est pas statistiquement significative. Bien que le fait de résider en milieu urbain soit associé à une diminution de 2,4 points de pourcentage de la probabilité d'accès à l'emploi relativement au milieu rural, cet effet ne permet pas de conclure à une différence significative entre les deux zones.

Par ailleurs, l'**accès au financement** exerce un effet positif et significatif sur l'insertion professionnelle. Les jeunes ayant accès à un financement ont une probabilité d'être en emploi supérieure de **14,3 points de pourcentage** à celle des jeunes qui n'y ont pas accès. Cet effet est significatif au seuil de 1 %.

Enfin, l'**adéquation de la formation aux besoins du marché du travail** est positivement associée à l'accès à l'emploi. Les jeunes dont la formation est jugée adaptée aux besoins du marché du travail présentent une probabilité d'insertion supérieure de **9,7 points de pourcentage** à celle des jeunes ayant reçu une formation jugée non adaptée, avec une significativité au seuil de 1 %.

**Dans l'ensemble, les résultats soulignent le rôle prépondérant de l'expérience professionnelle et de la nature de la formation dans l'insertion des jeunes. Ils mettent également en évidence l'importance de l'accès au financement et de l'adéquation des compétences acquises avec les besoins du marché du travail.** En revanche, l'effet de la zone de résidence n'est pas statistiquement établi, tandis que l'âge et le sexe sont négativement associés à la probabilité d'accès à l'emploi dans l'échantillon considéré.

## 4.2 Discussion des résultats

Les résultats de l'estimation montrent que l'insertion professionnelle des jeunes dépend principalement de la formation suivie, de l'expérience professionnelle, de l'adéquation des compétences aux besoins du marché du travail et de l'accès au financement. Ces résultats sont globalement cohérents avec les théories du capital humain, du signal, de la recherche d'emploi et des capacités.

**Formation professionnelle et insertion :** la formation qualifiante et l'apprentissage exercent un effet positif et significatif sur l'accès à l'emploi, avec des effets marginaux respectifs de **15,3 et 16,7 points de pourcentage** par rapport à la formation diplômante. Ces résultats confortent la théorie du capital humain de Schultz (1961) et Becker (1964), selon laquelle l'acquisition de compétences productives améliore les perspectives d'emploi. L'effet plus important de l'apprentissage souligne également l'importance de la pratique professionnelle, conformément à Mincer (1974). Ces résultats rejoignent ceux de Kluve et al. (2017) ainsi que de l'ONEF (2017), qui mettent en évidence de meilleurs résultats d'insertion pour les formations à forte composante pratique.

**Expérience professionnelle :** l'expérience constitue le facteur associé au gain de probabilité le plus élevé : les jeunes ayant effectué un stage ou disposant d'une expérience professionnelle ont une probabilité d'accès à l'emploi supérieure de **18,5 points**. Ce résultat est conforme à Mincer (1974) et rejoint les travaux de Njikam et al. (2005) et de Traoré et al. (2025). Il peut également être expliqué par la théorie du signal de Spence (1973), l'expérience constituant une information permettant aux employeurs d'apprécier les capacités professionnelles des candidats.

**Adéquation de la formation :** l'adéquation de la formation aux besoins du marché du travail augmente la probabilité d'insertion de **9,7 points de pourcentage**. Ce résultat montre que le niveau de formation ne suffit pas à garantir l'accès à l'emploi ; la pertinence des compétences acquises est également déterminante. Il rejoint l'approche par les tâches d'Autor (2013) ainsi que les travaux de Mwana (2022), Hasshas et Tamiri (2022), Traoré (2023) et Sissoko et al. (2022), qui soulignent l'importance de l'adaptation des formations aux besoins des entreprises.

**Accès au financement :** l'accès au financement est positivement associé à l'insertion, avec un effet marginal de **14,3 points**. Ce résultat peut être rapproché de l'approche par les capacités de Sen (1999), selon laquelle les compétences ne peuvent être pleinement valorisées sans disposer des ressources nécessaires. Dans un contexte marqué par l'importance du secteur informel et du travail indépendant, le financement peut ainsi faciliter la création ou le développement d'activités économiques.

**Âge, sexe, éducation et zone de résidence :** l'âge présente un effet négatif : les jeunes de **25–34 ans** et de **35 ans et plus** ont respectivement une probabilité d'emploi inférieure de **3,6 et 4 points** à celle des 15–24 ans. Ce résultat doit être interprété avec prudence, notamment en raison du regroupement des classes d'âge. Le sexe présente également un effet significatif : dans l'échantillon étudié, les hommes ont une probabilité d'emploi inférieure de **3,5 points** à celle des femmes. Ce résultat, qui diffère de certaines observations antérieures, notamment celles de Njifenn (2015) et Boly (2012), pourrait être lié à la structure sectorielle des emplois et des formations, sans toutefois permettre d'établir un mécanisme causal. Le niveau d'éducation produit des effets plus contrastés, le niveau secondaire étant associé à une baisse de **3,3 points**, significative à 10 %. Ce constat rejoint Boly (2012) et suggère que l'accumulation de diplômes ne garantit pas nécessairement l'insertion lorsque les qualifications ne correspondent pas aux opportunités disponibles. Enfin, la zone de résidence n'a pas d'effet statistiquement significatif, malgré un effet marginal négatif du milieu urbain (**-2,4 points**).

**En définitive**, les résultats soulignent que l'insertion professionnelle à Ségou repose moins sur le seul niveau de formation que sur la **qualité pratique des compétences, l'expérience professionnelle, l'adéquation des formations aux besoins du marché et l'accès aux ressources financières**. Ils plaident ainsi pour des politiques d'insertion renforçant les dispositifs d'apprentissage et de stage, les liens entre centres de formation et entreprises, ainsi que les mécanismes permettant aux jeunes de valoriser leurs compétences.

## 5 Conclusion

Cette étude avait pour objectif principal d'analyser l'effet de la formation professionnelle sur l'employabilité des jeunes dans la région de Ségou au Mali. Elle visait plus spécifiquement à déterminer les facteurs liés à la formation et aux caractéristiques individuelles et professionnelles susceptibles d'influencer la probabilité d'accès à l'emploi. Pour atteindre cet objectif, une enquête a été menée auprès de 363 jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle dans la région de Ségou, entre le 10 janvier et le 18 avril 2025. Les données ont été analysées au moyen de statistiques descriptives et d'un modèle Probit, l'insertion professionnelle étant mesurée par une variable binaire indiquant si le jeune est en emploi ou non.

Les résultats montrent que l'insertion professionnelle des jeunes dépend fortement des caractéristiques de la formation et des conditions dans lesquelles les compétences acquises peuvent être valorisées. La formation qualifiante et l'apprentissage présentent respectivement des effets marginaux positifs de 15,3 et 16,7 points de pourcentage par rapport à la formation diplômante. Le stage ou l'expérience professionnelle constitue le déterminant le plus important, avec un effet positif de 18,5 points. L'accès au financement augmente la probabilité d'emploi de 14,3 points, tandis que l'adéquation de la formation aux besoins du marché du travail l'accroît de 9,7 points. À l'inverse, l'âge et le sexe présentent des effets négatifs, alors que la zone de résidence n'est pas statistiquement significative.

Au regard de ces résultats, trois recommandations principales peuvent être formulées. Premièrement, les politiques de formation devraient renforcer les formations qualifiantes et l'apprentissage, en accordant une place plus importante aux compétences pratiques. Deuxièmement, les dispositifs de formation devraient développer davantage les stages, l'apprentissage en entreprise et les relations entre centres de formation et employeurs afin de faciliter l'acquisition d'une première expérience professionnelle. Troisièmement, il apparaît nécessaire de renforcer l'accès des jeunes au financement et d'améliorer continuellement l'adéquation des curricula avec les besoins des secteurs économiques locaux. Cette orientation rejoint l'idée que les politiques d'insertion ne doivent pas seulement chercher à augmenter le nombre de jeunes formés, mais également à améliorer la qualité et la valorisation des compétences acquises.

Cette étude présente toutefois certaines limites. L'analyse porte uniquement sur 363 jeunes ayant bénéficié d'une formation professionnelle dans la région de Ségou, ce qui invite à la prudence dans la généralisation des résultats à l'ensemble des jeunes maliens. Par ailleurs, la nature des données disponibles et le caractère transversal de l'analyse ne permettent pas d'établir avec certitude une relation causale entre formation professionnelle et accès à l'emploi. Enfin, certaines dimensions susceptibles d'influencer l'insertion, telles que les caractéristiques précises des établissements de formation, la qualité des emplois obtenus ou les trajectoires professionnelles dans le temps, pourraient être approfondies.

Des recherches futures pourraient ainsi s'appuyer sur des échantillons plus larges et des données longitudinales afin de suivre les trajectoires des jeunes après leur formation. Elles pourraient également comparer les différentes régions du Mali et approfondir l'analyse de la qualité des emplois obtenus, de la correspondance entre spécialités de formation et métiers exercés, ainsi que des effets différenciés selon le sexe, l'âge et les secteurs d'activité.

## REFERENCES

- [1] Autor, D. H. (2013). The "task approach" to labor markets: An overview. *Journal for Labour Market Research*, 46(3), 185–199. <https://doi.org/10.1007/s12651-013-0128-z>
- [2] Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Columbia University Press.
- [3] Boly, S. (2012). *Chômage et sous-emploi des jeunes au Mali* [Mémoire de master].
- [4] Camara, N. F., & Gueye, A. S. (2013). *Déterminants de l'accès à l'emploi au Sénégal*. ENSAE.
- [5] Dembélé, B. S., Keita, K., Traoré, S. S. L., et al. (2025). Influence des attitudes associées aux comportements sur l'intention entrepreneuriale des étudiants maliens : Cas de la FSEG/USSGB. *Journal of Economics, Finance and Management (JEFM)*, 4(2), 143–157.
- [6] Dolo, A., Mariko, O., Tangara, M. B., et al. (2022). Emploi des jeunes au Mali : Caractéristiques et défis. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(2-2), 193–209.
- [7] Gadio, A. (2002). *Enseignement supérieur et emploi : Problématique de l'insertion socioprofessionnelle des diplômés en sociologie de l'Université Gaston Berger : Cas des cinq premières promotions*.
- [8] Institut National de la Statistique (INSTAT-Mali). (2024). *Cinquième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH5) : Rapport sur l'état et la structure de la population*. Bamako, Mali.
- [9] Institut National de la Statistique (INSTAT-Mali). (2024). *Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP)*. Bamako, Mali.
- [10] Mincer, J. (1974). *Schooling, experience, and earnings*. Columbia University Press.
- [11] Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. (2016). *Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2016–2018)*. Bamako, Mali.
- [12] Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. (2018). *Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019–2023)*. Bamako, Mali.
- [13] Njikam, G. B., Mwaffo, V. F., & Tchoffo, R. M. L. (2005). *Caractéristiques et déterminants de l'emploi des jeunes au Cameroun*. International Labour Office.
- [14] Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF). (2017). *Enquête de référence sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes sortants des centres de formation dans la région de Ségou*. Bamako, Mali.
- [15] Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF). (2018). *Rapport sur le marché du travail et l'insertion professionnelle au Mali*. Bamako, Mali.
- [16] République du Mali. (1998). *Politique nationale de l'emploi*. Bamako, Mali.
- [17] République du Mali. (2009). *Politique nationale de la formation professionnelle*. Bamako, Mali.
- [18] République du Mali. (2015). *Projet de développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ)*. Bamako, Mali.
- [19] République du Mali. (2026). *Nouvelle Politique nationale de la formation professionnelle et plan d'action 2026–2030*. Bamako, Mali.
- [20] Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.

- [21] Sissoko, E. F., Dembélé, K., Maïga, A., et al. (2024). Défis et perspectives : Comprendre le labyrinthe du chômage au Mali (1991–2022). *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 5(2), 317–335.
- [22] Sissoko, E. F., Sacko, M., & Tangara, T. (2025). Intention entrepreneuriale des étudiants maliens : Une analyse multinomiale des déterminants sociodémographiques, éducatifs et contextuels. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(4), 4243–4259.
- [23] Spence, M. (1973). Job market signaling. *The Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355–374.
- [24] Stigler, G. J. (1962). Information in the labor market. *Journal of Political Economy*, 70(5), 94–105.
- [25] Traoré, S. S. L., & Mariko, O. (2021). Le rôle du capital humain dans l'accès à l'emploi dans le contexte malien : Une analyse empirique. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(11).
- [26] Traoré, S. S. L., Berthé, B., & Dembélé, F. (2023). Correspondance entre formations et emplois : Cas des diplômés de la FSHSE/ULSHB. *La Revue Internationale des Économistes de Langue Française*, 8(2), 179–201.
- [27] Traoré, S. S. L., Sissoko, E. F., Dembélé, B. S., et al. (2025). Profil de formation et insertion professionnelle : Une modélisation des trajectoires des diplômés de la FSEG/USSGB. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (Revue-IRSI)*, 3(3), 642–656.
- [28] Traoré, Y. (2023). Analyse des caractéristiques individuelles du chômage des jeunes en milieu urbain au Burkina Faso : Influence du diplôme et de l'âge. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(4).